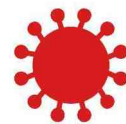


# « La solidarité entre les pays de l'Europe est défailante »



**CORONAVIRUS**

Députée fédérale, concernée par les relations extérieures, l'Eupenoise Katrin Jadin (PFF-MR) se confie.

● Interview : Pierre LEJEUNE

**Katrin Jadin (PFF-MR), en tant que députée fédérale, que pensez-vous de la gestion de la crise du coronavirus par le gouvernement ?**

On est dans une situation particulière avec une multitude de compétences réparties entre le fédéral, les régions, les communautés... Et on a pu être tous ensemble pour prendre des décisions unanimes pour la Belgique. On a pu mettre en place une gestion et des mesures fortes qui demandent un effort considérable à la population, avec des restrictions de liberté plus connues depuis la Seconde Guerre mondiale... Et on a pu, en s'y tenant, éviter la congestion du système hospitalier. Les décisions prises me semblent tenir la route par rapport à celles d'autres pays mais personne ne pouvait imaginer cette situation, son évolution. Il faudra en faire le bilan, discuter de la gestion et de ce qui aurait pu être mis en place avant, voir si nous n'avions pas la capacité de prendre, au niveau de l'Union européenne, des décisions uniformes... Car si, nous avions eu une coordination des politiques en la matière en Europe, nous aurions évité pas mal de problèmes. Il faudra en tirer les conclusions.

**Vous êtes vice-présidente de la commission Relations extérieures... L'Europe n'a-t-elle pas manqué d'union et de cohérence ?**

Totalement... Et on a la preuve qu'il y a une forme de manque de politique qui devrait être plus intégrée (sur la gestion des frontières, d'une crise sanitaire, etc.). On se trouve dans une situation bien désolante et la solidarité entre les pays de l'Europe est défailante. Quand on voit ce qu'on laisse faire à Viktor Orbán ou les besoins de l'Italie et les réponses appor-

Les voyages à l'étranger, Katrin Jadin n'y compte pas pour cet été... mais elle aime son pays.

ÉdA/Philippe Labeye



tées... Pour gérer la crise, on avait la possibilité de réfléchir sur un territoire plus vaste : celui de l'Europe. Puis il y a eu le souci des rapatriements, des frontières... Il faudra faire le bilan et trouver les solutions pour être encore plus fort ensemble, y compris en Europe.

**En Belgique, le secteur des soins de santé a-t-il payé le prix d'un manque d'investissements ?**

Nos services hospitaliers ne sont pas saturés, ils font face et on peut s'en réjouir. On a pu éviter le pire : que le personnel ne se pose des questions sur la priorité des soins à administrer. C'est que les mesures prises ont, aussi, été les bonnes. Nous avons un des meilleurs systèmes de santé en Europe, avec peut-être le meilleur accès aux soins, le plus généreux. Mais cela coûte et il faudra peut-être se poser la question sur les priorités en matière d'investissements. Y avait-il des dépenses plus ou moins importantes que d'autres ?

Quand on voit les décès en Allemagne par rapport, proportionnellement, à ici, n'aurait-il pas fallu davantage donner aux soins intensifs ? Je ne sais pas... Il faudra définir, à l'avenir, comment investir et avec quelles priorités. Où mettre le curseur, ce sera un des débats.

**Niveau matériel, la Belgique n'a-t-elle pas manqué de proactivité ? Sans parler des amasques...**

On s'est retrouvé en plein pic de demandes en masques chirurgicaux mais il fallait savoir, anticipativement, de quoi nous parlions. La demande a explosé, il y a eu une pénurie sur le marché et cela a fait les affaires d'arnaqueurs... Je constate cependant qu'il n'y a pas eu une pénurie au niveau des hôpitaux, mais il faut absolument mettre le focus sur les homes et sur son personnel. La crainte sur les hôpitaux fait qu'aujourd'hui le manque se fait ressentir dans les homes. Ça pose évidemment question, aussi sur le morcellement des compétences en la matière (ça

n'aide pas).

**Votre président de parti, Georges-Louis Bouchez, plaide pour une réduction du nombre de ministres de la Santé. Faut-il « refédéraliser » cette matière pour plus d'efficacité ?**

Il a raison. J'avais déjà fait cette proposition de recalibrage des compétences de l'État il y a trois ans. On se rend compte de la difficulté de mettre en place certaines coordinations entre les niveaux de pouvoir. Ça pose question. Et avoir un gouvernement en affaires courantes n'a évidemment pas aidé.

**Étant dans la commission, que pensez-vous de l'appui de la Défense dans les homes ?**

C'est une solution mais ne nous leurrons pas : un militaire ne peut pas prodiguer les mêmes soins. Il y a certaines tâches qu'ils peuvent remplir. C'est à l'étude et le ministre m'a dit analyser les besoins.

**Comment voyez-vous la mise en œuvre d'un futur déconfinement ?**

Ce sera progressif et avec les précautions nécessaires. Il faudra trouver des pistes de déconfinement dans les meilleurs délais et de concert avec les acteurs du service de la santé, du service public... en redressant lentement les instruments économiques dont le pays a besoin. Mais je ne me fais pas d'illusion sur la récupération de toutes nos libertés de circulation et de mouvement avant un bon moment.

**La fermeture partielle des frontières, pour notre région, était-ce la bonne mesure ?**

Oui, on avait demandé au ministre qu'il se positionne car nous n'avions pas de directives claires. Ça devenait ingérable.

**Quels autres soucis locaux avez-vous pu faire remonter ?**

Au niveau des entreprises, des indépendants, de l'implémentation des mesures, des Belges à l'étranger... il y en a un paquet. Les homes, cela fait 15 jours que j'ai dit qu'il fallait être très vigilant. C'est une priorité pour laquelle on doit avoir des solutions beaucoup plus volontaristes. La situation frontalière est aussi compliquée, avec des caravanes hollandaises, des motards allemands... Tous les Peuples d'Europe devraient agir de la même manière. C'est aussi pour cela que le déconfinement prendra du temps.

**À la crise sanitaire succédera une crise économique et sociale. Comment y faire face ?**

On a des instruments qui nous permettent déjà de rassurer pour un certain moment les citoyens. Ce qu'il faudra aussi, c'est peut-être changer un peu nos habitudes par rapport à nos modes de consommation. C'est peut-être le moment pour se montrer solidaire avec ce que nous pouvons financer en Belgique, d'avoir une union – y compris politique – pour tirer tous dans la même direction car c'est une des clés pour réussir à sortir d'une crise économique dont on ne mesure pas encore l'impact pour le pays et pour les citoyens. Il faudra un sens des responsabilités de l'État et du politique. ■



L'Avenir - Local: Le Jour Verviers 16/04/2020, pages 2 & 3

All rights reserved. Reuse and reproduction only with the authorization of the publisher of L'Avenir - Local: Le Jour Verviers

